

Le 7 octobre 2023, à Montrouge,

Inégalité et précarisation des étudiantEs linguistes par les livres et les manuels : une problématique trop bien connue

L'arrêté du 4 avril 2023 relatif au montant minimal de tarification du service de livraison du livre prévoit un prix fixe minimal de 3 euros toutes taxes comprises pour toute commande comprenant un ou plusieurs livres dont la valeur d'achat en livres neufs est inférieure à 35 euros, toutes taxes comprises. Cet arrêté a été prévu pour entrer en vigueur 6 mois après sa publication au Journal Officiel, soit **le 7 octobre 2023**. Cet arrêté a été prévu pour limiter les achats en lignes de livres neufs et promouvoir les librairies locales. Cependant, cet arrêté **ne prend pas en compte les nombreuses problématiques rencontrées par les étudiantEs dans l'achat de livres et de manuels propres à leur cursus**.

Fin août 2023, la **FNAEL** a publié sa quatrième édition de l'indicateur relatif au coût de la rentrée universitaire. Selon ce dossier, **327,82€ sont spécifiquement alloués au matériel pédagogique** (hausse d'environ 6% par rapport à 2022) dont **une grande partie est consacrée à l'acquisition de livres et de manuels pédagogiques qui sont considérés comme "obligatoires" par les enseignantEs**. Cette évolution est préoccupante et met en évidence la **nécessité urgente de rendre ces ressources plus accessibles aux étudiantEs linguistes**.

Malgré la possibilité de trouver certains manuels et livres au sein des Bibliothèques Universitaires, leur disponibilité reste **limitée**, et **les universités offrent peu de soutien financier pour alléger ces charges**. En outre, certaines Bibliothèques Universitaires refusent d'acheter de nouveaux livres à la demande des enseignantEs en raison de contraintes budgétaires ou de priorités autres. **L'obligation d'acquérir des manuels et livres rédigés dans des langues étrangères, notamment lorsqu'elles sont moins répandues, complexifie davantage la situation, poussant de nombreuxSES étudiantEs à recourir aux achats en ligne.**

Ainsi, nous pouvons remarquer qu'**une fois de plus les étudiantEs en langues plus minoritaires et régionales sont les plus impactés par cette nouvelle taxe**. En effet, les livres nécessaires pour étudier dans des langues comme le breton ou le portugais sont parfois **difficiles à trouver en librairie**, notamment quand celle-ci n'est pas spécialisée au régional ou à l'international. De plus, les enseignantEs demandent généralement **une édition précise** des livres et manuels à acquérir, ce qui ne donne pas toujours la possibilité de choisir son mode d'achat. L'étudiantE devant acheter en moyenne 3 livres / semestre et chaque livre coûtant en moyenne entre 7 et 12€ chacun, **les étudiantEs qui sont habitués à étaler leurs dépenses seront les plus touchés par cette taxe**.

Pour lutter contre la précarisation des étudiantEs liée à l'achat du matériel pédagogique, la **FNAEL** demande :

- **La prise en compte de la part des enseignantEs du coût du matériel pédagogique**
- **La mise à disposition d'exemplaires ou d'extraits de livres étudiés pendant les cours de manière gratuite aux étudiantEs**
- **L'exonération potentielle de la taxe pour les étudiantEs**

Le 7 octobre 2023 à Montrouge,

Inégalité et précarisation des étudiantEs linguistes par les livres et les manuels : une problématique trop bien connue

Dès le 7 octobre 2023, toute commande de livres inférieure à un montant de 35 euros se verra imposer **une taxe de livraison de 3 euros minimum**. Cette tarification fait suite à l'arrêté du 4 avril 2023 qui prévoit limiter les achats en ligne de livres neufs. Ceci profitera aux librairies locales, mais pas aux étudiantEs qui doivent souvent acheter des livres propres à leur cursus.

D'après l'indicateur du coût de la rentrée donné par la **FNAEL** en 2023, **327,82€** sont alloués au matériel pédagogique par étudiantE linguiste, dont **une grande partie pour des livres considérés comme "obligatoires"** par le corps enseignant. Ces livres sont **difficilement trouvable**s dans les Bibliothèques Universitaires qui manquent de budget, les Universités leur offrant peu de soutien financier. En outre, trouver des ouvrages rédigés dans des langues étrangères pousse par sa complexité **beaucoup d'étudiantEs à les acheter en ligne**.

Cette nouvelle taxe de 3 euros impacte ainsi d'autant plus **les étudiantEs en langues minoritaires ou régionales** qui **ne trouvent pas leurs ouvrages dans la plupart des librairies**. La recherche d'une **édition précise**, demandée par le corps enseignant, **oblige parfois l'achat en ligne**.

Les étudiantEs linguistes doivent acheter en moyenne 3 ouvrages par semaine, entre 7 et 12€ chacun. **Les personnes habituées à étaler leur dépense, à cause d'une forte précarité notamment, seront donc les plus touchées**. La **FNAEL** demande donc **l'exonération de cette taxe pour les étudiantEs**. De plus, pour limiter la précarisation par l'achat de matériel pédagogique, la **FNAEL** demande **une prise en compte de ce fardeau par le corps enseignant et la mise à disposition de manière gratuite des manuels et livres lorsqu'ils sont étudiés en cours**.

Ainsi, nous pouvons remarquer qu'une fois de plus **les étudiantEs en langues plus minoritaires et régionales sont les plus impactéEs par cette nouvelle taxe**. En effet, les livres nécessaires pour étudier dans des langues comme le breton ou le portugais sont parfois difficiles à trouver en librairie, notamment quand celle-ci n'est pas spécialisée au régional ou à l'international. De plus, les enseignantEs demandent généralement **une édition précise** des livres et manuels à acquérir, ce qui **ne donne pas toujours la possibilité de choisir son mode d'achat, et oblige certainEs étudiantEs à commander en ligne**. Ce sont donc **les étudiantEs les plus précaires qui seront les plus affectéEs par cette taxe**. En moyenne, une personne en licence LLCER étudie **2 à 3 livres obligatoires de littérature par semestre**, ce qui donne à l'étudiantE la possibilité **d'étaler ses dépenses liées au matériel pédagogique**. Les livres coûtant **en moyenne entre 7 et 12€ chacun**, les étudiantEs qui étalent leurs dépenses seront les plus touchéEs par cette taxe.

Pour lutter contre la précarisation des étudiantEs liée à l'achat du matériel pédagogique, la **FNAEL** demande :

- La prise en compte de la part des enseignantEs du coût du matériel pédagogique
- La mise à disposition d'exemplaires ou d'extraits de livres étudiés pendant les cours de manière gratuite aux étudiantEs
- L'exonération potentielle de la taxe pour les étudiantEs

Agathe LEMU
Présidente
presidence@fnael.org
06.27.48.28.25

Romain ANSQUER
Vice-Président en charge des Affaires Sociales
et des Affaires de Jeunesse
romain.ansquere@fnael.org
06.52.29.23.94

Julia CHAUDRON
Vice-Présidente en charge de l'Innovation
Sociale et de l'Orientation et de l'Insertion
Professionnelle
julia.chaudron@fnael.org
06.45.75.19.24